vingt ans dirige ses destinées, pour avoir su tirer un aussi remarquable parti du médiocre cadeau territorial qui lui avait été abandonné et conquérir son autonomie sans avoir tiré son épée.

Quant au Monténégro, la précarité de ses ressources et la configuration de son sol ne permettaient point d'imposer la construction d'une voie ferrée d'intérêt international; l'Autriche se réserva donc seulement le droit d'y agir au mieux de ses propres avantages. En vertu d'un article du traité de Berlin, aucun chemin de fer d'intérêt local ne peut être construit dans la Principauté de Monténégro — souverain, pourtant, comme la Serbie et non moins autonome — sans le consentement préalable de Vienne, à qui un autre article confère un droit de police sur les eaux monténégrines, tandis qu'un régime douanier, sévère jusqu'à l'excès, achève ce blocus permanent du petit Etat par le plus fort (1).

Ainsi donc — et les événements actuels en sont une nouvelle preuve — le Congrès de Berlin ne se donna guère pour mission de sauvegarder les intérêts

(1) Le Monténégro a demandé, à l'occasion de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche, l'abrogation des clauses de l'art. 29 du traité de Berlin.